



HAL
open science

Note de lecture: Bouillon, Florence (dir.), Deboulet, Agnès (dir.), Dietrich-Ragon, Pascale (dir.), Fijalkow, Yankel (dir.) Vulnérabilités résidentielles. – La Tour-d’Aigues: Édition de l’Aube, 2019. – 272 p. ISBN: 978-2-81593-401-5

Daniel Pinson

► **To cite this version:**

Daniel Pinson. Note de lecture: Bouillon, Florence (dir.), Deboulet, Agnès (dir.), Dietrich-Ragon, Pascale (dir.), Fijalkow, Yankel (dir.) Vulnérabilités résidentielles. – La Tour- d’Aigues: Édition de l’Aube, 2019. – 272 p. ISBN: 978-2-81593-401-5. 2022, pp.287-288. halshs-03736279

HAL Id: halshs-03736279

<https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-03736279>

Submitted on 27 Jul 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L’archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d’enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Notes de lecture

Schielke, Samuli

Migrant Dreams: Egyptian Workers in the Gulf States. – Cairo : The American University in Cairo Press, 2020. – 160 p.
ISBN : 978-9-77416-956-4

Trois ans après sa parution en arabe (Schielke, 2017), Samuli Schielke publie la version anglaise de son livre aux presses de l'Université américaine du Caire. Cet ouvrage restitue un pan inédit de son travail d'anthropologue, se concentrant sur l'expérience migratoire d'hommes égyptiens vers les pays du Golfe. En un sens, il est aussi un bilan de ses dix dernières années de terrain en Égypte. Il est le fruit de rencontres et d'amitiés qui ont permis à Samuli Schielke de suivre, sur une décennie, les espoirs, les ambitions et les parcours de plusieurs hommes originaires du Delta du Nil. Résultat d'un travail de long terme, cette analyse souligne les continuités et insiste peu sur les effets de la césure révolutionnaire souvent mise en avant dans les travaux réalisés sur l'Égypte contemporaine. En choisissant l'entrée par le rêve, l'attente et l'imagination, sa réflexion s'inscrit dans la continuité de ses travaux précédents (Schielke, 2015). Elle constitue une approche originale pour rendre compte du projet migratoire et des déconnexions entre attentes prémigratoires et réalité.

À travers l'expérience d'un interlocuteur privilégié, Tawfiq, qui alterne, les séjours dans le Golfe et les retours en Égypte entre 2009 et 2019, l'auteur invite à considérer l'Égypte et le Golfe non comme des entités distinctes, mais comme deux éléments d'un système où les villages des Suds, en général, deviennent les « banlieues » (p. xv) des métropoles des monarchies pétrolières. L'argumentation est structurée par une double tension : d'une part celle d'une condition permanente d'instabilité cyclique

liée aux allers-retours des travailleurs migrants et d'autre part, celle de la migration comme facteur de mobilité sociale, mais aussi de pressions et de conflits. En outre, Samuli Schielke met l'accent à la fois sur l'agentivité des travailleurs migrants et sur les structures qui contraignent leurs aspirations et leurs réalisations.

De façon assez surprenante, l'auteur réserve sa partie théorique et son état de l'art au dernier chapitre de l'ouvrage, un choix qu'il justifie en préface. Il préfère une approche empirique, renforcée par une écriture oscillant entre analyse et récit, qui permet une insertion directe dans le travail ethnographique. Les nombreux extraits d'entretiens et de carnet de terrain donnent au lecteur un aperçu du matériau brut de la recherche. Faisant une large part aux discours de ses enquêtés, il propose une co-construction des savoirs, deux chapitres ayant notamment été ajoutés suite à des retours sur la version arabe. L'ouvrage se distingue donc par sa facilité de lecture et son écriture au plus près de l'expérience des travailleurs migrants égyptiens dans le Golfe. Il se divise en quinze courts chapitres qui peuvent s'organiser en quatre mouvements.

Après un chapitre introductif, le deuxième chapitre insiste sur la migration comme un « fait social total » en Égypte au même titre que le mariage ou le service militaire. Il est l'occasion d'une mise au point nécessaire sur le vocabulaire arabe utilisé pour décrire les différentes expériences migratoires. L'auteur distingue ainsi les concepts de *higra* — migration au sens de départ définitif, de rupture —, de *safar* — concept plus neutre de voyage sans limites de durée — et de *ghurba* — expérience de l'étranger, aliénation subie lors de la déconnexion avec le connu. C'est sur cette dernière acception que se concentre l'ouvrage.

Puis s'amorce jusqu'au chapitre 6 un mouvement sur la confrontation aux sociétés du Golfe et sur l'expérience de l'étranger. Samuli Schielke s'appuie ici sur un court terrain réalisé à Doha auprès de gardiens de banque. Il revient sur le système de la *kafala* (garant) et sur les conditions de travail qui participent d'une forme d'exploitation. Il met en avant les résistances du quotidien, le « faire avec » des travailleurs migrants. L'auteur décrit un périmètre de vie restreint, marqué par l'homosocialité et les communautés nationales ainsi que par une forme de « racisme subalterne » (p. 25) qui oppose les migrants d'origines différentes et qui fait le jeu des Qataris et de leur système de domination.

Un troisième mouvement tourne autour de l'ambition et du rêve. Les chapitres 7 et 8 reprennent les analyses de Georg Simmel sur l'argent, source à la fois de liberté et d'aliénation. Le gain financier est un moteur des rêves poussant à partir, puis à rester. Le chapitre 9 insiste effectivement sur l'importance du rêve et sur les mécanismes conduisant à sa perpétuation malgré les désillusions, notamment sur l'argent facile et rapide. L'auteur rend compte de la pression sociale qui entrave une communication franche entre les travailleurs migrants et leur communauté d'origine sur les difficultés rencontrées. Cette pression les pousse ainsi, consciemment, à alimenter le mythe du succès, ou tout du moins à l'exagérer. En cela, le rêve devient « inévitable » (p. 53). Dans la lignée d'Appadurai (1996), l'auteur décrit ces attentes vis-à-vis de la migration comme un bon exemple de « l'imagination comme pratique sociale ». Le douzième chapitre revient sur la perpétuation de la vie en migration. Le succès relatif en termes financiers rend difficile le retour : les bénéfices sont suffisants pour pousser à rester, mais encore trop faibles pour permettre un retour définitif. Celui-ci est sans cesse retardé, entretenant une instabilité liée à la succession de contrats de courte durée. Ainsi, une vie « en deçà du

réel » (« *a less-than-real life* », p. 78), censée préparer la « vraie vie » au village, s'étend indéfiniment. Ces liens étroits entre gains financiers et aspirations diverses mènent l'anthropologue à mettre en lumière une double dimension du rêve. D'une part, une dimension qui relèverait de l'imaginaire, entre envie d'aventure et d'émancipation. D'autre part, une dimension plus rationnelle et comptable portant sur l'argent et les remises migratoires comme moyens de s'assurer une vie confortable. Cette distinction rappelle que les rêves et l'imagination ont aussi leurs limites et que le rapport à l'argent peut prendre une dimension morale et nourrir le rêve.

Un dernier temps souligne les mutations induites par la migration sur le pays de départ. Ces dernières sont si prégnantes que « l'on ne peut aujourd'hui comprendre la société égyptienne séparément du Golfe ou des autres destinations de la migration égyptienne » (p. 83). Les effets sont à la fois financiers, culturels, paysagers avec le boom de la construction dans les campagnes et en périphérie des villes. La migration modifie aussi souvent le rapport au religieux.

L'ouvrage se conclut sur un chapitre théorique autour du rêve et de l'imagination qui structurent une réalité partagée. Samuli Schielke montre le passage du rêve à la réalité, les transformations des attentes par l'expérience de la migration. Il inscrit son ouvrage au croisement des approches économiques et culturelles de la migration, mettant l'accent sur les expériences (inter) subjectives. Il pose finalement la question de savoir « comment rendre compte fidèlement des aspects imaginatifs, moraux et calculateurs de l'expérience migratoire » (p. 112). Tout en partant d'expériences individuelles, l'approche par le rêve et l'imagination permet une montée en généralité originale et transposable à d'autres contextes au Moyen-Orient ou ailleurs dans le monde.

Références bibliographiques

Appadurai Arjun (1996) *Modernity At Large: Cultural Dimensions of Globalization*, Minneapolis, University of Minnesota Press.

Schielle Samuli (2017) *Hatā yantahī al-naḥī: al-hijra wa al-āhlām fī dawāhī al-ḥaliḡ* (trad. A. Kairy), Cairo, Al-Sefsafa.

Schielle Samuli (2015) *Egypt in the Future Tense: Hope, Frustration, and Ambivalence Before and After 2011*, Bloomington, Indiana University Press.

Florian Bonnefoi

Doctorant en sociologie

Université de Poitiers/MIGRINTER/CEDEJ

Bouillon, Florence (dir.)

Deboulet, Agnès (dir.)

Dietrich-Ragon, Pascale (dir.)

Fijalkow, Yankel (dir.)

Vulnérabilités résidentielles. – La Tour-d'Aigues : Édition de l'Aube, 2019. – 272 p. ISBN : 978-2-81593-401-5

Cet ouvrage regroupe les communications d'une dizaine de chercheurs, présentées dans une série de séminaires tenus au cours de l'année 2012 dans le cadre du réseau Réhal (Recherche Habitat-Logement). Elles concernent des situations de grande précarité et/ou instabilité en matière de logement, localisées pour un peu plus de la moitié en France et pour le reste en Afrique, en Turquie, en Amérique du Sud (Buenos Aires) et du Nord (Detroit), ce qui constitue un des intérêts de l'ouvrage. Ces textes forment autant de chapitres regroupés en trois parties : une première centrée sur la ségrégation (« Trouver sa place dans la ville »), une seconde sur les « Politiques publiques et vulnérabilités », une troisième sur la résistance à la vulnérabilité résidentielle « avec, sans ou contre les politiques urbaines ». Chaque partie est introduite par une brève synthèse tandis que l'ensemble de l'ouvrage fait l'objet d'une présentation où le recours au concept de vulnérabilité est solidement discuté par les éditeurs : il est ainsi confronté à des concepts qui

ont pu le précéder (insalubrité, indignité, exclusion, précarité, etc.) et ne paraissent plus couvrir tant la réalité des situations analysées que l'action des pouvoirs publics pour les résoudre, positionnés entre l'aide et la répression, et que celle des habitants pour les contourner, en s'appuyant sur leurs solidarités, voire pour en utiliser les aspects qui peuvent leur servir.

Toutes les contributions ont leur intérêt qui outrepassent le regroupement thématique qui en a été fait. Les méthodes avec lesquelles les chercheurs abordent leur terrain ont chacune leur originalité qui renvoie souvent bien plus aux choix des situations d'habitat qu'à ceux des chercheurs, voire à leur fréquentation prolongée d'un quartier : les cas étudiés échappent ainsi pour beaucoup d'entre eux au recours à des données statistiques constituées et, quand bien même peuvent-elles exister (notamment dans les pays développés), elles restent fragiles, incomplètes ou provisoires. Ainsi passe-t-on d'études qui prennent appui sur des récits d'immigration individuels à des approches longitudinales (sur vingt ans) sur des ensembles importants (1 million de foyers), voire à une cartographie des ségrégations à l'échelle métropolitaine ou des parcours de mobilité, consolidées, dans tous les cas, par des entretiens qualitatifs.

On peut donc considérer que l'ensemble donne la part belle à des études de type ethnographique et qualitatif.

À cette unité de ton, qui n'exclut en rien une certaine variété dans les approches, fait écho un panel de situations de fragilité qui donnent sa pertinence à la notion de vulnérabilité, car elles ne se réduisent ni aux seules pauvreté, insalubrité, précarité, insécurité, domination, discrimination, exclusion, etc., mais à une combinaison complexe de tous ces types de difficultés dont souffrent et auxquelles résistent ces populations. Chaque contribution en rend compte, à sa manière, au plus près des problèmes, des urgences, des luttes, des

opportunités, des échecs et des succès que rencontrent des communautés ou des catégories défavorisées aux intérêts parfois opposés, et, dans tous les cas, confrontées à des politiques ou modes de gestion, pour certaines pavées de bonnes intentions, qui tendent à les encadrer, non sans les diviser, à en marginaliser certaines sous-catégories (les hommes sans papiers), ou à en amputer les modes de vie (gens du voyage).

Au-delà de la description suffisamment précise de ces populations et de leurs lieux de vie, pour renseigner à minima le lecteur, l'analyse des processus de formation de ces espaces marginaux ou marginalisés donne à voir les situations paradoxales qui se sont créées. Ainsi l'accueil des Roms par une municipalité communiste du Sud de la France, en même temps qu'il rompt avec l'hostilité des autres communes des environs, suscite des malentendus dans le reste de la population, des rumeurs infondées, et donne lieu aussi à des modalités d'accueil non dénuées de ségrégation, ainsi qu'à une perte de libre circulation des adultes tout en permettant la scolarisation des enfants.

Dans les quartiers dégradés concernés par des plans de requalification (Saint-Denis), certains propriétaires, dont les immeubles font l'objet d'une démolition, se perçoivent, bien que relogés, comme déclassés (perte de leur « honneur social »), tandis que d'autres habitants, locataires, persistent dans le maintien dans un taudis, refusant un relogement en lointaine banlieue. Dans les quartiers informels d'Afrique, l'incertitude du statut et le surpeuplement créent une situation de « stress résidentiel » qui donne lieu, autour du point d'eau à des « bagarres de ménagères », les femmes seules, divorcées, veuves ou abandonnées, s'instituant, par nécessité, en chefs de ménage. En Turquie, une tradition de lutte politique et une origine rurale partagée ont fait naître, dans les *gecekondus* d'Ankara et d'Istanbul, un esprit de solidarité qui permet à leurs habitants, et à la « zone libérée » qu'ils ont occupée à la

hâte, de structurer une résistance opiniâtre contre les tentatives de l'État de les en déménager. Avec le temps et les changements de pouvoir, l'expérience de la lutte politique se métamorphose en défense de l'identité et de la mémoire du quartier.

Si les *gecekondus* présentent des similarités, l'étude parallèle des minorités latino et afro-américaine de Detroit présentent de notables différences, tant dans les dates de leur présence que leur importance respective : les premiers ont recours à la solidarité de leurs relations familiales, leur permettant un enracinement précisément localisé (*Southwest*) alors que l'hypermobilité des seconds, associée à leur déstructuration familiale, renforce encore leur vulnérabilité résidentielle.

Dans d'autres cas, celui de copropriétés à la dérive, on observe l'inversion de pouvoir entre locataires solidaires, parvenant à faire reconnaître, par l'instance gestionnaire et au nom d'une « économie morale », leur occupation prolongée comme un droit de maintien dans les lieux, au détriment de petits propriétaires désunis et endettés par le défaut de paiement de leurs charges (Buenos Aires).

Il est difficile, dans un compte-rendu de lecture, de résumer chaque contribution, mais à l'évidence aucune ne peut laisser indifférents les étudiants et les chercheurs qui ont comme objet d'étude l'habitat des plus défavorisés, d'autant que la diversité des situations géographiques, politiques, économiques et culturelles stimule questionnement et débat par effet de mises en parallèle. Si plusieurs intervenants, à juste raison, rendent hommage à Colette Pétonnet, on peut regretter qu'aucun ne fasse référence à John F. C. Turner, disciple de Patrick Geddes, qui a défendu, dès les années 1960 et avec les encouragements d'Ivan Illich, le paradoxe des vertus de la baraque.

Daniel Pinson

Professeur émérite
TELEMMe, CNRS/Aix Marseille Université

Armagnague, Maïtena (dir.)

Cossée, Claire (dir.)

Mendonça Dias, Catherine (dir.)

Rigoni, Isabelle (dir.)

Tersigni, Simona (dir.)

Les enfants migrants à l'école. – Lormont : Le bord de l'eau éditeur, 2021. – 216 p.
ISBN : 978-2-35687-772-7

Une équipe de sociologues, de juristes, de spécialistes d'histoire sociale et de sciences du langage s'est penchée sur le cas des élèves migrants et des questions que soulève leur présence dans le système éducatif français.

Les auteurs soulignent d'abord l'importance de l'afflux de mineurs étrangers en Europe. Le nombre de jeunes demandeurs d'asile dans les États de l'Union européenne est passé officiellement de 46 530 en 2008 à 398 255 en 2016. Entre 2015 et 2018, l'Italie a reçu plus de 66 000 mineurs. En France, les arrivées d'élèves allophones ont augmenté de 54 500 en 2014-2015 à 60 700 en 2016-2017.

L'éclairage est mis sur le cas français. La loi impose la scolarisation de tous les enfants, quel que soit leur statut national et administratif. À l'origine, l'école privilégiait des méthodes pédagogiques centralisées et universalistes. Depuis les années 1970, sous l'influence des politiques européennes, l'approche s'est davantage adaptée aux besoins spécifiques de ce nouveau public, dans une perspective inclusive. Beaucoup de jeunes vivent l'exil comme une fuite causée par la pauvreté et les troubles politiques, et, au-delà, comme une possibilité de changement social, d'autonomisation et de choix quant à leur avenir. Dès lors, les frontières et les règles administratives qui entravent ces évolutions sont vues par les intéressés comme des barrières absurdes et injustes. Les institutions européennes rappellent toutefois l'importance du droit à l'éducation et les objectifs de celle-ci : développement de la personnalité, élévation du niveau de formation, utilité d'une éducation interculturelle, égalité de

traitement entre nationaux et étrangers, insertion dans la vie sociale, professionnelle, politique. En France, le Défenseur des droits a dû intervenir plusieurs fois pour faire respecter ces principes.

Les auteurs énumèrent les nombreuses difficultés auxquelles se heurte la scolarisation des jeunes migrants. Ces derniers ont souvent connu des traumatismes qui ne les rendent pas immédiatement disponibles pour suivre un cursus classique. Les parents et les enfants sont soumis à des statuts administratifs et socio-économiques divers qui les confinent fréquemment dans la précarité. Les conditions de logement peuvent se révéler totalement défavorables à la poursuite d'une scolarité harmonieuse. Le déclassement social de certaines familles entraîne des chocs symboliques douloureux. Il est des parents qui, pour des raisons culturelles, parce qu'ils se sentent stigmatisés sur le plan ethnique ou religieux, refusent l'école. La mixité des classes ou l'intervention d'enseignants et d'associations peuvent être ressenties comme des atteintes inacceptables. Certains voient dans la laïcité une forme de racisme institutionnel. Les obstacles se trouvent parfois du côté de la société d'accueil. Les enseignants ne sont pas toujours formés à l'éducation des migrants. Les travailleurs sociaux ne bénéficient pas toujours de la sécurité de l'emploi. Les pouvoirs publics méconnaissent, volontairement ou non, les règles européennes définissant le statut des élèves étrangers. Certaines collectivités locales refusent de scolariser les jeunes, particulièrement les nomades. L'enseignement *du* français se fait *en* français, ce qui peut gêner les élèves. Le passage du français langue étrangère à l'enseignement du français langue seconde nécessite des ajustements pédagogiques. Certains spécialistes estiment que les méthodes traditionnelles, la recherche du mérite individuel, la sélection, la hiérarchisation méritocratique, l'éloge de la performance et de l'excellence scolaires ne sont pas compatibles avec les

besoins réels des migrants, leur hétérogénéité sociale, linguistique, psychologique.

Les auteurs présentent ainsi de nombreuses réflexions de nature généralement épistémologique et ne se situent pas dans le quotidien de la classe, dans les relations quotidiennes du public concerné, élèves, enseignants, parents. Le point de vue des maîtres qui pourrait inspirer un autre ouvrage n'est pas évoqué. Telle quelle, cette étude a le mérite d'ouvrir un débat dont l'importance apparaît décisive à court et moyen terme.

Ralph Schor

Historien, Professeur émérite
Université Côte-d'Azur/CMMC

Boutier, Jean (dir.)

Mourlane, Stéphane (dir.)

Marseille l'Italienne. Histoire d'une passion séculaire. – Arles : Arnaud Bizalion Éditeur, 2021. – 208 p.

ISBN : 978-2-36980-184-9

Une vingtaine d'universitaires, d'archivistes et d'érudits, dirigés par Jean Boutier et Stéphane Mourlane, se sont attachés à mettre en valeur les multiples liens tissés entre Marseille et l'Italie depuis le Moyen Âge. L'ouvrage qui résulte de ce projet sert de support à une exposition organisée aux Archives municipales de la cité phocéenne. L'étude ne se présente pas comme un récit suivi, même si elle est chronologique, mais comme une série de monographies faisant ressortir divers aspects des liens italo-marseillais.

Les auteurs commencent logiquement par mesurer la présence transalpine dans la grande cité : environ 6 000 Italiens dans les années 1790, soit 6 % de la population ; 35 000 en 1872 puis 115 000 en 1911, soit 27 % des Italiens recensés en France. Sous l'effet, entre autres, de l'intégration, les effectifs se tassent après la Deuxième Guerre : 32 000 en 1954, puis 6 600 en 1982 et 5 000 en 2014.

L'analyse thématique commence par une mise au point sur les marchands et marins au Moyen Âge. Marseille appartient alors au même espace politique et culturel que les villes du Nord de la péninsule. Au XIII^e siècle, les podestats qui administrent Marseille sont majoritairement des Italiens. Il en va de même avec les viguiers qui, après 1262, représentent le comte de Provence. Une branche de la famille génoise des Doria joue alors dans la cité un grand rôle politique, notamment Blaise qui accomplit une longue et remarquable carrière. Aux XVII^e et XVIII^e siècles, les Italiens animent la vie économique du grand port : les Napolitains sont spécialisés dans le commerce du blé ; les Génois sont audacieux et n'hésitent pas à se lancer dans la contrebande ou la vente de contrefaçons. De 1860 à 1914, Marseille exerce la fonction particulière de port d'escale pour les paquebots qui conduisent les migrants italiens vers l'Amérique latine. Des intermédiaires plus ou moins honnêtes exploitent la présence de cette population flottante. À la même époque, des réseaux familiaux et régionaux organisent la venue d'immigrés résidents, main-d'œuvre nécessaire à la bonne marche des industries marseillaises. Ces ouvriers, parce qu'ils sont mal payés, peu syndicalisés et robustes, servent la compétitivité des entreprises. Il serait cependant faux de penser que la présence de cette masse de travailleurs freine la modernisation : la mécanisation progresse, mais, comme elle est ponctuelle, il faut encore importer des bras. Certains Italiens se placent eux-mêmes à la pointe de l'innovation, ainsi la famille Storione qui se spécialise dans les blés, achète des moulins, lance les farines Francine et la populaire banette.

Cependant, rares sont les Italiens qui accèdent aux premiers rangs de la notoriété et de la fortune. L'étude des garnis au XVIII^e siècle fait ressortir la présence d'une foule modeste de matelots, de manœuvres, de porteurs, d'artisans itinérants tels les fabricants de baromètres ou de figures de plâtre.

Présentes aussi sont les femmes qui se déclarent blanchisseuses ou mendiante. Dès le XVII^e siècle, Marseille accueille des exilés politiques, notamment Mazzini à l'époque du Risorgimento. Au XX^e siècle, la majorité des Italiens, craignant la répression policière ou patronale, observe une prudente réserve en matière politique. Mais l'avènement du fascisme favorise les luttes. Un fascio est fondé à Marseille dès 1923, une Casa d'Italia et un théâtre sont construits par les autorités fascistes, tout cela pour garder le contrôle idéologique des émigrés. Les antifascistes, longtemps divisés, n'hésitent pas à s'opposer violemment à la mainmise mussolinienne. Pendant la Deuxième Guerre mondiale, les socialistes comme Modigliani et les communistes tel Amendola s'engagent activement dans la Résistance.

Le livre propose des ouvertures vers la culture. On découvre qu'en 1786 fut fondée une académie italienne à Marseille, la *Colonia Focense* de l'Arcadie. La presse publiée dans la langue de Dante présente plus de soixante-dix titres aux XIX^e et XX^e siècles dont la célèbre *Giovine Italia* de Mazzini. Les œuvres des rocailleurs italiens qui ornèrent les jardins de fausses ruines, de balustrades, de trompe-l'œil architecturaux sont tirées de l'oubli. Le peintre David Dellapiane et le sculpteur César sont évoqués. À partir du XVIII^e siècle, les Italiens tiennent la première place dans l'importation et la sculpture de marbres de haute qualité : les artistes parsèment les églises provençales d'autels polychromes ; certaines familles, comme les Fossati, acquièrent dans ce domaine une grande renommée. Cette activité se poursuit jusqu'au début du XX^e siècle : le plus célèbre des marbriers, Jules Cantini (1826-1916), offre à la ville la fontaine monumentale de la place Castellane. L'institut culturel italien, installé en 1952 dans les locaux de l'ancien fascio, fait connaître aux Marseillais les réalisations artistiques patrimoniales et modernes venues de la péninsule. Le livre étudie aussi les traditions catholiques italiennes, plus ostentatoires que la pratique

française, les œuvres confessionnelles, la découverte d'un cimetière comportant un peu de mobilier funéraire, chapelets et médailles. Les auteurs n'oublient pas les rencontres sur les terrains de football, comme le match du 5 juin 1938 au cours duquel les exilés antifascistes vinrent conspuer les joueurs venus de Rome. Bien présents sont les usages alimentaires, les fabriques de pâtes et l'essor de la pizza.

Les auteurs retracent enfin des destins individuels qui illustrent le devenir général de la communauté italienne : modestes ouvriers, grutiers, cultivateurs, pêcheurs, restaurateurs, luthiers, musiciens améliorant progressivement leur condition, écrivain cinéaste, même un malfaiteur ayant du sang sur les mains et devenu un héros de la Résistance. Certains s'intègrent si bien à leur nouvelle patrie qu'ils se muent en défenseurs de la culture provençale.

Marseille l'Italienne se signale par le soin apporté à la réalisation technique de l'ouvrage. L'iconographie apparaît très riche et variée, la couleur des encres et des papiers varie selon le thème traité. L'information scientifique est parfaite mais ne pèse pas tant le propos est clair et vivant. L'évolution de l'immigration italienne, ses apports dans les divers domaines de la vie marseillaise, les réactions des autochtones sont bien définis, de même que, in fine, le regard italien porté sur Marseille, principalement par la littérature et le cinéma. Ainsi le grand port devient un double miroir, celui des autochtones et celui de leurs hôtes qui se dévisagent mutuellement. Miroir déformant par le jeu des stéréotypes, miroir fidèle sous la plume d'auteurs savants.

Ralph Schor

Historien, Professeur émérite
Université Côte-d'Azur/CMMC

Giliberti, Luca

Abitare la frontiera. Lotte neorurali e solidarietà ai migranti sul confine franco-italiano. – Vérone : Ombre Corte, 2020. – 237 p.
ISBN : 978-8-86948-167-3

Fondé sur une ethnographie menée entre 2017 et 2019 dans la vallée de la Roya pour la thèse en sociologie de Luca Giliberti, cet ouvrage propose de penser la frontière comme un espace vécu et pratiqué, constamment traversé par le pouvoir de l'État. Il adopte une perspective centrée non sur les parcours de migrants, mais sur les luttes sur le « territoire » et la « solidarité », qui mettent aux prises des individus et des collectifs issus de deux « univers culturels » locaux : celui des familles autochtones dites « de souche » (dans lequel s'insèrent de nouveaux résidents pendulaires qui travaillent sur la côte) et celui des néoruraux. L'ouvrage analyse ce que les faits migratoires et la forte médiatisation de la Roya, de 2015 à 2018, mettent en branle dans cet espace particulier : les extraits d'entretiens et de carnets, les sources iconographiques et documentaires montrent une scène où la vie quotidienne, les pratiques militantes, la militarisation de la frontière et les passages de migrants redéfinissent le territoire d'une vallée de cinq villages et près de 6 000 habitants. Les deux premiers chapitres déploient la construction de l'objet pour penser ensemble les *politics of borders*, manifestées par la militarisation, et les *borders of politics* (p. 44), du côté des acteurs solidaires avec les migrants ; le spectacle des luttes s'accompagne de coulisses, mais aussi d'un hors scène, celui des morts sur le chemin.

Décrite dans le troisième chapitre, l'installation de néoruraux communautaires dans la Roya remonte à la fin des années 1970 et contribue à la recomposition de l'économie locale entre la production agricole, les commerces locaux et des circuits touristiques d'une vallée dépeuplée par l'exode rural. L'identité revendiquée par ces acteurs reste marquée à gauche, sinon anticapita-

liste et anti-productiviste. Les néoruraux ultérieurs, issus de classes moyennes urbaines souvent déclassées, s'installent davantage en famille et mettent en avant leurs contributions aux circuits économiques locaux et à l'agriculture biologique, dans des municipalités dominées par le vote conservateur et de droite, hormis la commune de Saorge. L'hostilité courante des résidents et d'autochtones installés en ville envers des néoruraux stigmatisés en « hippies » n'exclut pas des négociations pratiques et des occasions d'échange à partir des années 2000, comme sur l'activisme pour le maintien de postes d'enseignants et de la ligne ferroviaire Cuneo-Vintimille.

Cet espace de coprésence est bouleversé par le drame public dont l'analyse occupe les quatrième et cinquième chapitres. Entre 2015 et 2018, la prise d'importance des transits de migrants par la Roya et l'intervention massive des agents de l'État aux frontières requalifient cet espace et le placent au centre des discours publics sur les problèmes migratoires. Luca Giliberti montre un « double retour » conséquent de la frontière. D'une part, l'accentuation des contrôles à la frontière franco-italienne, avec une présence accrue de forces de l'ordre, entre durablement dans le quotidien des royasques. D'autre part, cette dramatisation remotive les oppositions entre les deux « univers culturels ». Les personnes investies dans l'aide aux migrants proviennent très majoritairement des collectifs néoruraux et réactivent une association, *Roya Citoyenne*, née en 2011 de l'opposition à un projet d'intercommunalité avec des communes côtières. Cette mobilisation endogène acquiert une ampleur sans précédent local (pp. 151-165). Les pratiques s'échelonnent sur un continuum des plus « humanitaires », sur le registre du secours puis de l'hospitalité, aux plus coûteuses (ressources, aide juridique, aide au transit) et aux formes « politiques » : l'investissement d'arènes judiciaires ou médiatiques, ou, à l'inverse, l'opposition à la médiatisation et à tout compromis avec l'État chez des militants

comme les *No Borders* de Vintimille. La criminalisation de l'aide (y compris alimentaire) aux migrants et la catégorie floue de la « contrepartie militante », qui départagerait une action « spontanée » légale d'une action « militante » illégale, contraignent les acteurs à politiser des pratiques d'abord discrètes ou peu contestataires. Ces changements se traduisent aussi dans l'émergence en 2017 d'un contre-collectif « de souche », *Défendre la Roya*, animé par une quarantaine de personnes et proche de réseaux d'extrême droite. La réduction des passages de migrants à partir de 2018, pour diverses raisons, ne marque pas un déclin des réseaux militants, mais une période de réinvestissements moins visibles entre l'activisme culturel et citoyen (le festival *Passeurs d'humanité*) et la continuation d'activités de documentation sur les pratiques des forces de l'ordre.

Le propos de l'auteur bénéficie de sa valorisation des matériaux empiriques et de sa mise à nu d'un « enclivage », au sens de Jean-Pierre Olivier de Sardan, dans les réseaux néoruraux avec lesquels il explicite sa proximité. Si les néoruraux et acteurs de la solidarité avec les migrants sont nettement plus présents dans l'économie de l'ouvrage, l'analyse de la rhétorique de la « majorité » brandie par l'autre camp et de ses liens complexes avec les pouvoirs publics, entre contre-militantisme, sollicitations, extension des luttes dans l'arène judiciaire et malaise commun vis-à-vis de la militarisation de la vallée, est assez bien restituée. L'analyse de l'auteur est constamment relationnelle, mais on touche parfois aux limites de ce que permet son pas de côté. La focalisation sur les significations du « territoire », sur la genèse des réseaux militants néoruraux face aux autochtones puis sur les luttes et tactiques d'acteurs dominés, n'éclaire pas toujours des traitements différenciés par les agents de l'État des migrants et des activistes solidaires, en fonction des moments, des cadres d'interactions et des assignations notamment raciales et genrées, certes documentées dans d'autres travaux. De même, les porosités évoquées entre les

deux « univers culturels » indiquent des résidents « de souche » qui effectuent des actes de solidarité avec les migrants, rendus invisibles par la dramatisation des oppositions ; mais l'auteur n'indique pas si des individus néoruraux, à l'écart des réseaux historiques ou issus d'autres matrices militantes, ont des positions contraires à celles des collectifs sur les migrants. L'ouvrage n'en reste pas moins une étude riche, parfois foisonnante en emprunts théoriques en socio-anthropologie outre les références prépondérantes à Étienne Balibar, Pierre Bourdieu, Erving Goffman et Abdelmalek Sayad, sur des expériences locales de migrations internationales et de leur mise sous contrôle, renforcée et légitimée au nom de l'antiterrorisme depuis 2015.

Il constitue aussi un apport aux études sur les rapports ordinaires au politique dans les expériences d'un problème public migratoire, en évitant d'imposer une définition du « politique » sur les catégories indigènes. L'Europe, l'État, les administrations des politiques migratoires, la préfecture, voire les mairies, sont plus souvent au second plan, mais Luca Giliberti déploie une analyse fine des dispositions issues de la socialisation néorurale, de leur activation et des tensions vécues par les militants dans le passage aux actions collectives. *Abitare la frontiera* invite à tenir ensemble les rapports à l'inscription des actions dans des registres « humanitaire » et/ou « politique », en lien avec des trajectoires sociales, les « flux » de politisation subie, entre la médiatisation et les politiques répressives aux frontières, et les temps de « reflux » marqués par d'autres processus tout aussi pertinents.

Guillaume Silhol

Post-doctorant en sociologie
Université de Bologne, associé à
MESOPOLHIS